



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session extraordinaire 2013-2014

TO/AF

P.V. AVDPC 07

**Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement
rural et de la Protection des consommateurs**

Procès-verbal de la réunion du 17 mars 2014

Ordre du jour :

Présentation du Programme de développement rural du Grand-Duché de Luxembourg (PDR)

*

Présents : Mme Tess Burton, M. Yves Cruchten remplaçant M. Frank Arndt, M. Gusty Graas, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Aly Kaes, M. Henri Kox, M. Edy Mertens, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank
Mme Christiane Wickler, observatrice

M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs

M. Jeff Dondelinger, M. André Loos, M. André Vandendries, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs

M. Pascal Pelt, M. Alex Schmit, M. Léon Wietor, Administration des Services techniques de l'Agriculture

M. Joseph Thill, M. Pierre Treinen, Service d'Economie Rurale

M. Serge Fischer, Institut Viti-Vinicole

M. Timon Oesch, Administration parlementaire

Excusés : M. Lex Delles, M. Emile Eicher, M. Roy Reding

*

Présidence : M. Gusty Graas, Président de la Commission

*

Présentation du Programme de développement rural du Grand-Duché de Luxembourg (PDR)

Avant d'entamer la présentation du nouveau projet de PDR, qui vise la période couvrant les années 2014 à 2020, Monsieur le Ministre (désigné ci-après « le Ministre ») donne à considérer que l'actualisation de ce programme a été entamée bien avant son entrée en fonction en décembre 2013 et présente ensuite ses fonctionnaires directement impliqués dans ces travaux.

Dans leur exposé, le Ministre et ses fonctionnaires suivent une présentation *Powerpoint* dont les fiches sont jointes au présent procès-verbal. Par ailleurs, le projet de PDR lui-même a été transmis, le 7 mars 2014, par courrier électronique aux membres de la commission. Pour cette présentation, il est donc prié de se référer à ces deux documents.

Débat :

Les questions et interventions des parlementaires permettent de préciser les points qui suivent :

- **Délimitation projetée de la zone LEADER.** Des députés de la circonscription électorale du Sud critiquent que la plupart de leurs communes n'ont pas été retenues comme éligibles pour la réalisation de projets LEADER.

Il est rappelé qu'il s'agit d'un programme qui vise explicitement l'espace rural. Par conséquent, des critères précis¹ ont dû être prévus assurant que les projets subventionnés bénéficient exclusivement aux zones rurales. Ces critères font que la plupart des communes du Sud sont à catégoriser comme communes urbaines.

Un député du Sud tient, en plus, à souligner qu'il considère comme injuste d'exclure des localités manifestement rurales (celles de l'ancienne commune de Clemency) de la zone éligible en raison du seul fait qu'elles ont fusionné avec une commune plutôt urbaine, en l'occurrence l'ancienne commune de Bascharage² ;

- **Finalisation du projet de PDR.** Le Ministre confirme que les concertations interministérielles concernant ce projet de PDR n'ont pas encore été menées à bout. Le Comité de suivi mis en place se rencontrera fin mars pour discuter de ce projet. En plus, la « Strategische Umweltprüfung » (abrégée SUP) devra être lancée. Le document présenté a déjà, de façon informelle, été notifié à la Commission européenne. Certains éléments précis sont encore susceptibles d'être adaptés. L'objectif est de pouvoir présenter, fin avril, un programme définitif au Conseil de gouvernement ;
- **Aides aux jeunes agriculteurs.** Le Ministre explique que les régimes spécifiques prévus pour les jeunes agriculteurs visent à faciliter la reprise d'une exploitation agricole. L'acquisition de nouvelles machines ne tombe pas dans ce cadre spécifique, puisque le régime d'aides visant ces investissements a pour objet principal de promouvoir, le cas échéant, l'acquisition de machines agricoles présentant un caractère innovateur. Par ailleurs, le Luxembourg est le seul Etat membre qui subventionne l'achat de machines agricoles ;

¹ Surtout la densité de la population

² La commune née, le 1^{er} janvier 2012, de cette fusion s'appelle *Käerjeng*.

- **Stage obligatoire de six mois à l'étranger.** Le Ministre souligne que le PDR ne règle pas des détails, comme les critères d'octroi d'aides spécifiques, en l'occurrence celles à l'installation de jeunes agriculteurs. Chaque régime d'aide publique prévu, doit être justifié d'un point de vue économique à la Commission européenne. L'orateur propose de discuter de conditions d'octroi particulières dans le cadre de l'examen du projet de la loi agricole qui sera déposé au courant de l'année ;
- **Machines susceptibles d'être subventionnées.** Le Ministre rappelle que seulement l'acquisition de machines dites « innovantes » sera soutenue. A cette fin, une liste sera établie conjointement avec les représentants du secteur. Ceux-ci ont été invités à signaler les machines agricoles qu'ils jugent utiles à être promues. Les différentes listes introduites diffèrent fortement ;
- **Conversion partielle à l'agriculture biologique.** Un député souligne qu'il juge important, car favorisant de manière générale la conversion de l'agriculture conventionnelle vers une agriculture dite « biologique », de permettre aux exploitations agricoles conventionnelles à plusieurs filières (lait, viande, céréales, fruits etc.) la conversion de seulement une de leurs filières vers un mode de production biologique et ceci en vue d'une conversion complète, mais par étapes, de toute leur exploitation. Le Ministre rappelle que la décision d'exclure une conversion partielle a été prise conjointement avec les représentants du secteur « bio » qui jugent un tel mode de gestion contraire au concept même d'une production biologique en « circuit fermé ». Il concède toutefois que la conversion partielle est acceptée dans le secteur viticole. Des discussions sont en cours au niveau communautaire visant une réforme du cadre légal régissant la production biologique. Actuellement, la Commission européenne postule également comme inadmissible la cohabitation d'une production conventionnelle et biologique sur une même exploitation ;
- **Mesures agro-environnementales.** Deux mesures d'aide (gel environnemental et maintien d'une charge réduite de bétail) du régime agro-environnemental ont été abolies pour être remplacées par deux nouvelles mesures (diversification des cultures et prime de mise à l'herbe). Jusqu'en 2020, il est prévu, compte tenu de certains régimes faisant double emploi, de fusionner les deux cadres réglementaires existant dans ce domaine (le régime de la biodiversité et celui des mesures agro-environnementales).

La différenciation des aides liées aux mesures agro-environnementales, en fonction du statut de l'exploitant agricole qui les réalise, sera maintenue. A ce sujet, l'ancien PDR a distingué trois « catégories » (exploitant agricole à titre principal, taille économique de l'exploitation, gestionnaire de terres). La participation à ces mesures exige un travail administratif parfois difficile à gérer par les exploitants à titre accessoire et partant une charge de travail de l'administration liée à cette catégorie de gestionnaires disproportionnée par rapport aux surfaces en question. Ainsi, l'Administration ne juge pas opportun d'abaisser trop les critères d'éligibilité ;

- **Cumul des aides.** Le principe qu'un même engagement ne peut être subventionné qu'une seule fois est rappelé. Au Luxembourg, aucune disposition « plafond » n'existe visant à limiter le montant des subventions pouvant résulter de l'obtention de subsides résultant des

différents régimes d'aides ;

- **Centre de compétences.** Le Ministre confirme la volonté du Gouvernement de vouloir créer un centre de compétences agricole. La réalisation d'un tel centre n'est toutefois pas liée au PDR ;
- **Prise en compte de la main d'œuvre.** Actuellement, le régime d'aides de l'indemnité compensatoire³ différencie le montant de l'aide en fonction de la taille de l'exploitation en tenant compte de la main d'œuvre calculée de façon théorique. Un des critères ayant une influence sur le montant de cette indemnité est le nombre théorique d'unités de travail annuel, déterminé par exploitation (UTA).⁴ La valeur respective de cette unité de mesure sera également prise en compte dans le futur régime d'aide à l'investissement sur les exploitations agricoles.⁵

La conséquence pratique du plafond d'investissement progressivement dégressif projeté est illustrée par la fiche 12 de la présentation jointe au présent procès-verbal. L'objectif des critères de subventionnement des investissements prévus est précisément de soutenir prioritairement les exploitations familiales tout en leur permettant une croissance dite « saine » et non pas de favoriser l'expansion des exploitations dites « industrielles ». Celles-ci sont bien évidemment libres d'investir davantage, si elles obtiennent les autorisations requises, le montant dépassant le plafond ne sera toutefois pas subventionnable.

Il est rappelé qu'une UTA ne correspond pas à une personne réelle travaillant sur l'exploitation agricole. Ainsi, le maximum de 4,99 UTA correspond en moyenne à environ 2,49 personnes/tâches (le plus souvent un couple avec un enfant) exploitant une entreprise agricole.

L'écart croissant entre la main d'œuvre réellement employée et les catégories successives d'UTA s'explique par le fait que le temps de travail investi par unité de production, par unité de bétail par exemple, évolue de manière inversement proportionnelle par rapport au nombre de têtes de bétail détenues.

Conclusion : Au vu de l'heure avancée, la commission décide de continuer ce débat lors d'une prochaine réunion. Une copie de la présentation *PowerPoint* sera transmise en ce jour aux membres de la commission.

* * *

Les prochaines réunions sont fixées aux lundis 31 mars et 28 avril 2014 à 14.00 heures.

Luxembourg, le 13 mai 2014

Le Secrétaire,
Timon Oesch

Le Président,
Gusty Graas

³ *Ausgleichszulage*

⁴ UTA : unité de travail annuel. Cette unité de mesure statistique permet de comparer des exploitations à productions *a priori* non comparables (céréales, viande, lait, fruits etc.)

⁵ Voir fiche 11 de la présentation jointe en annexe

Annexe :

Présentation *PowerPoint* « Das ländliche Entwicklungsprogramm für Luxemburg », 75pp.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Agriculture,
de la Viticulture et de la
Protection des consommateurs

1

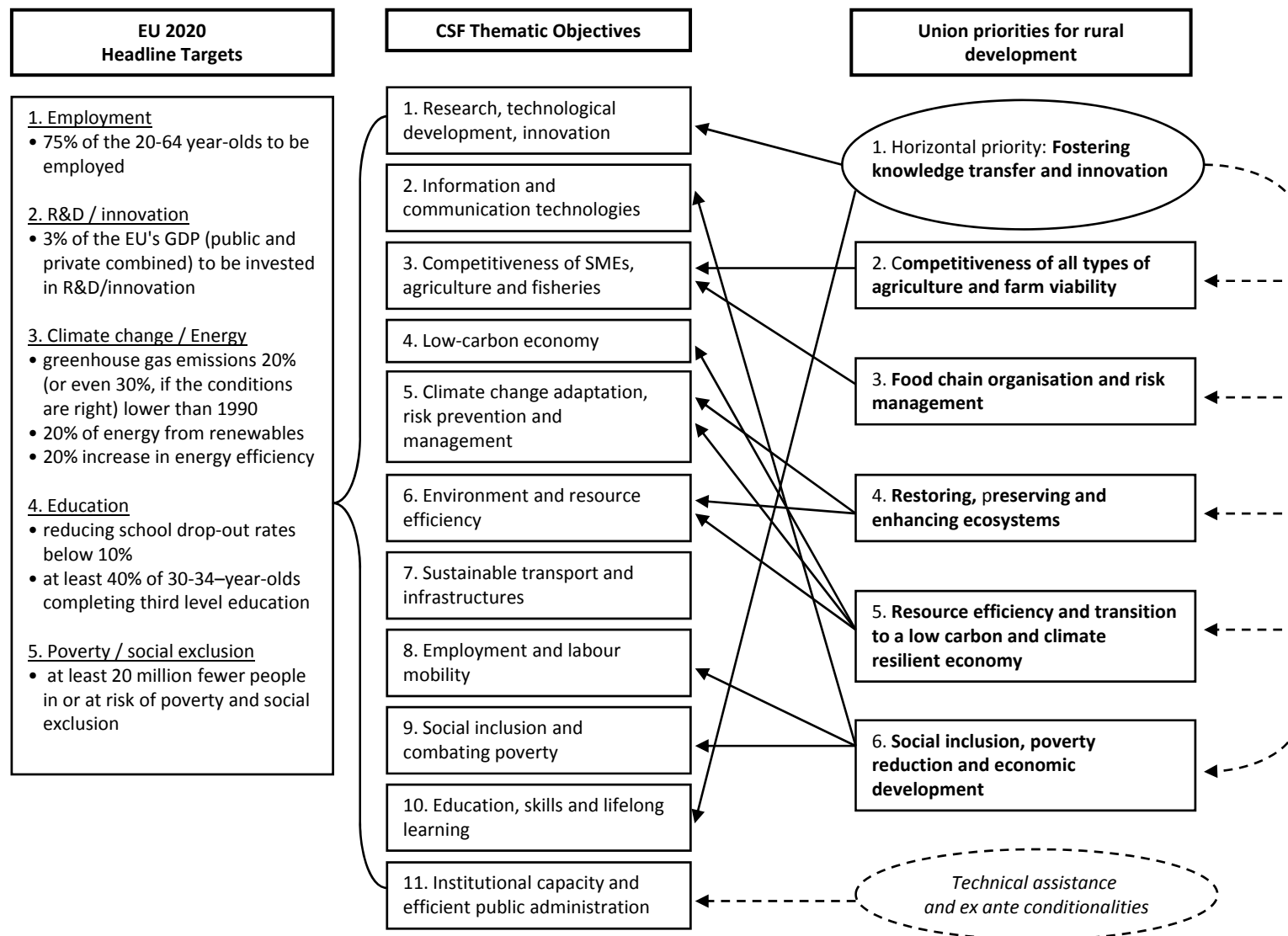
DAS LÄNDLICHE ENTWICKLUNGSPROGRAMM FÜR LUXEMBURG

5. März 2014

Der EU-Rahmen

2





Prioritäten

1. Förderung von
Wissenstransfer und
Innovation

- (a) Förderung der Innovation, Zusammenarbeit und Aufbaus der Wissensbasis im ländlichen Raum
- (b) Stärkung der Verbindungen zwischen Landwirtschaft, Forstwirtschaft sowie Forschung und Innovation
- (c) Förderung des lebenslangen Lernens und der beruflichen Bildung

2. Wettbewerbsfähigkeit
und Lebensfähigkeit der
Landwirtschaftlichen
Betriebe

- (a) Verbesserung der Wirtschaftsleistung aller landwirtschaftlichen Betriebe, Unterstützung der Betriebsumstrukturierung und –modernisierung, Erhöhung der Marktbeteiligung, Diversifizierung
- (b) Erleichterung des Zugangs angemessen qualifizierter Landwirte zum Agrarsektor, Generationswechsels

3. Nahrungsmittelkette,
Verarbeitung und
Vermarktung

- (a) bessere Einbeziehung in die Nahrungsmittelkette durch Qualitätsregelungen, die Erhöhung der Wertschöpfung, die Absatzförderung auf lokalen Märkten und kurze Versorgungswege, Erzeugergemeinschaften und -organisationen und Branchenverbände
- (b) Unterstützung der Risikoversorge und des Risikomanagements in Betrieben

4. Wiederherstellung,
Erhaltung und
Verbesserung
Ökosysteme

- (a) Wiederherstellung, Erhaltung und Verbesserung der biologischen Vielfalt, auch in Natura-2000-Gebieten und in benachteiligt Gebieten
- (b) Verbesserung der Wasserwirtschaft
- (c) Verhinderung der Bodenerosion

5. Ressourceneffizienz,
kohlenstoffarmen und
klimaresistenten
Wirtschaft

- (a) Effizienzsteigerung bei der Wassernutzung in der Landwirtschaft;
- (b) Effizienzsteigerung bei der Energienutzung in der Landwirtschaft und der Nahrungsmittelverarbeitung
- (c) Erleichterung der Versorgung mit und stärkere Nutzung von erneuerbaren Energien
- (d) Verringerung der aus der Landwirtschaft stammenden Treibhausgas- und Ammoniakemissionen
- (e) Förderung der Kohlenstoff-Speicherung und -Bindung in der Land- und Forstwirtschaft (

6. sozialen Inklusion,
Armutsbekämpfung
wirtschaftlichen
Entwicklung

- (a) Diversifizierung, Gründung von kleinen Unternehmen und Schaffung von Arbeitsplätzen
- (b) Förderung der lokalen Entwicklung in ländlichen Gebieten;
- (c) Förderung des Zugangs zu Informations- und Kommunikationstechnologien

Schwerpunkte

5. März 2014

Innovation, Klima und Umwelt als horizontale Schwerpunkte

5

Investitionsförderung

Zielsetzung

6

- Verbesserung der Wettbewerbs-fähigkeit der Landwirtschaft;
- Förderung von Innovation;
- Effizienter Einsatz der Ressourcen;
- Restrukturierung des Sektors;
- Unterstützung der überlebensfähigen Familien-Betrieben;

Investitionsförderung

7

- Fördersatz im Hauptberuf: 40%;
- Einführung eines förderfähigen evolutiven Investitions-volumens (Maschinenkosten ausgeschlossen);
- Junglandwirte-Zusatz:
 - 15% auf dem Basis-Investitionsvolumen von 500.000 €;
 - 10% auf dem Investitionsvolumen über 500.000 €;
- Fördersatz im Nebenberuf: 25%;
- Einführung der obligatorischen Auswahlkriterien;

Fördervoraussetzungen

8

- Hauptberuflicher Landwirt/Winzer: 75.000 € Standard Output;
- Rentenempfänger ausgeschlossen;
- Investitionen zur Restrukturierung des Betriebes;
- Investition in Verbindung mit der landwirtschaftlichen Aktivität;
- Ökonomische Überlebensfähigkeit des Betriebes gewährleistet;
- Erstellung einer ökonomischen Analyse durch Beratungsstelle (Invest>150,000 €);
- 10 Jahre Mindestnutzungsdauer;
- Förderung innerhalb des individuell zugeteilten Investitionsvolumens;

Förderfähiges Investitionsvolumen

9

- Grund-Investitionsvolumen:
 - Hauptberuflich: 500.000 € ;
 - Nebenberuflich: 250.000 € ;
- Steigerung in Abhängigkeit der Betriebsgröße;
- Maximal förderfähiges Investitionsvolumen: 1.700.000 € ;
- Berechnet nach theoretischer Arbeitskraft ;
- Zusätzliches förderfähiges Investitionsvolumen für Weiterverarbeitungs- und Selbstvermarktungsbetriebe (z.B. Weinbau mit Kellerwirtschaft).

Förderung für Maschinen



- Fördersatz im Hauptberuf: 20%;
- Fördersatz im Nebenberuf: 15%;
- Maximales Investitionsvolumen: 100.000 €;
- Kein Junglandwirt –Top-Up;
- Aufstellung einer Positiv-Liste;
 - Innovative Maschinen;
 - Unabdingbar für die Restrukturierung der Betriebe.

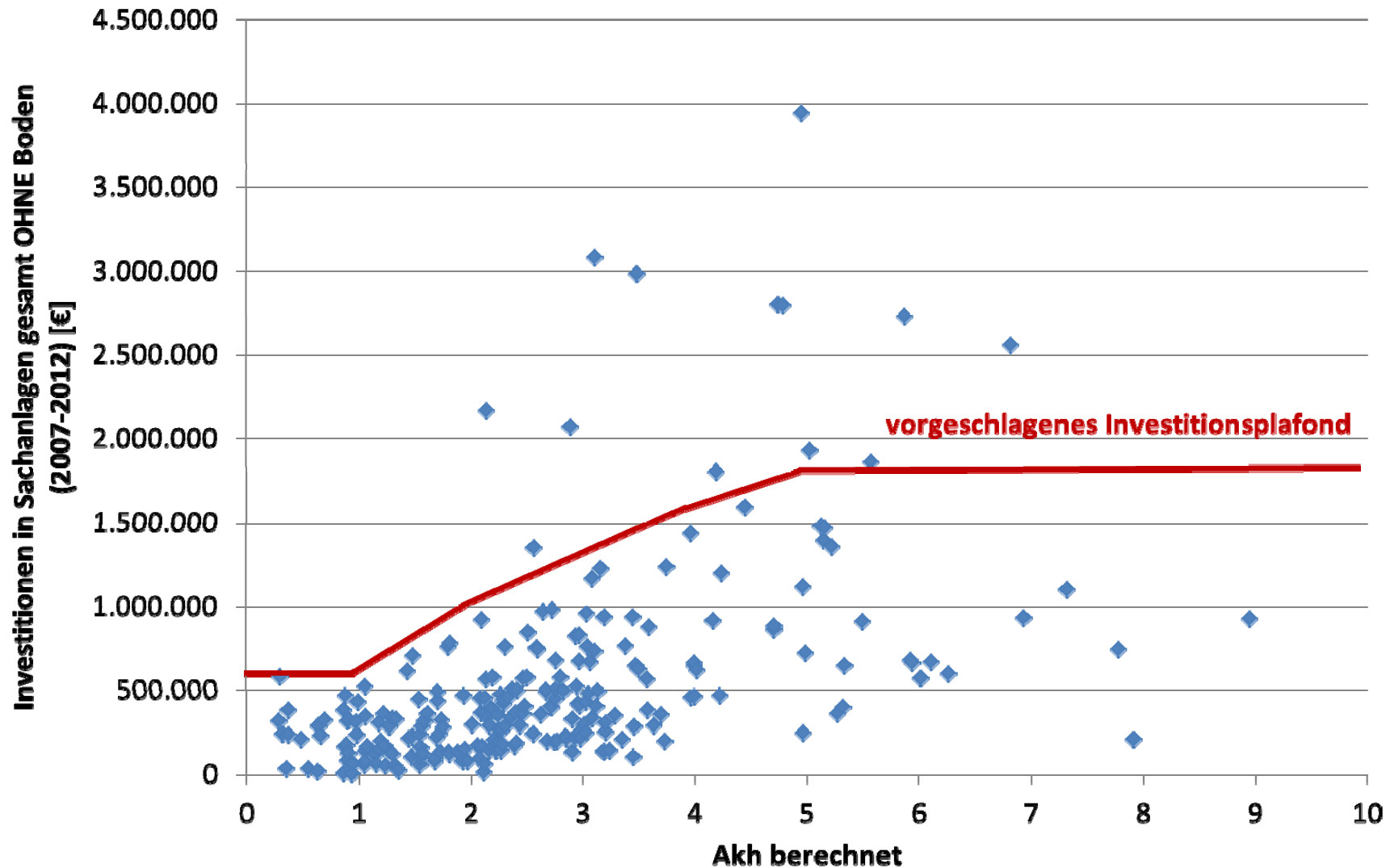
Investitionsvolumen

11

UTA	Coeff.	Volume d'invest. (€)	Taux d'aide	Montant d'aide	Suppl. jeune Taux (%)	Suppl. jeune Aide (€)
0-0,99	1,0	500.000	40	200.000	15	75.000
1,00-1,99	1,8	900.000	40	360.000	10	115.000
2,00-2,99	2,4	1.200.000	40	480.000	10	145.000
3,00-3,99	3,0	1.500.000	40	600.000	10	175.000
4,00 - 4,99	3,4	1.700.000	40	680.000	10	195.000

Entwicklung des förderfähigen Investitionsvolumens im Verteilung der Investitionen in Sachanlagen (2007-2012)

12



Auswahlkriterien – Prinzip Art. 49



- Investitionsvolumen > 150.000 €;
- Vierteljährige Ausschreibeprozedur;
- Im Voraus festgelegtes Fördervolumen;
- Bewertung der eingereichten Projekte nach, im Voraus festgelegten, Kriterien (Punktesystem);
- Klassifizierung nach Punkten;
- Bestplatzierte werden bezuschusst im Rahmen des vorgesehenen Fördervolumens;

14

Junglandwirte-Installation

NEU

15

- Installation als Betriebsleiter
- Auswahlkriterien
- Mehrere Installationen/Prämien möglich
- 15% Top Up bei 500.000 € Investitionsvolumen
- Eine Prämie
- Prämie gebunden an Business Plan
- Mindest Alter 23 Jahre

Bedarfsanalyse

16

- Förderung des Generationswechsels - Begleitung des Strukturwandels ;
- Vereinfachung der Übernahmen von kapitalintensiven Betrieben;
- Ermutigung der Junglandwirte zur hochwertigen fachlichen Ausbildung.

Installierung

17

Gestaffelte Prämie in Abhängigkeit der Ausbildung

- DAP : 55.000 €
- Techniker: 62.500 €
- Bachelor: 70.000 €

Fördervoraussetzungen

18

- Altersanforderung: zwischen 23 und 40 Jahre;
- 1. Installierung als Betriebsleiter;
- Minimale Betriebsgröße : 75.000 € SO (Hauptberuflich);
- Mindest Ausbildung: DAP;
- Obligatorische Buchführung;
- Übernahme von Maschinen und Vieh;
- Aufstellung eines Business Plans.

Fördervoraussetzungen

19

- Installierung mehrere Geschwister auf einem Betrieb möglich innerhalb eines gemeinsamen Business Plans
- Installierung innerhalb eines Generationswechsels
- Auszahlung in min. 2 Phasen nach Abschluss des Business Plans

20

Agrarumweltmassnahmen

Allgemeines

21

- Kein gezielter Artenschutz
- Extensivere Form der Landbewirtschaftung im Einklang mit der Natur.
- Entschädigungen für weniger intensivere Produktionsverfahren oder für gezielte Leistungen, die im Sinne des Natur- und Umweltschutzes erbracht werden
- 5-7 Jahresprogramme
- Endbegünstigte: Landwirte und andere Landnutzer (SO 12.500 oder 25.000 €)
- Umsetzung: ASTA/ Service agri-environnement.

Bilanz 2007-2013

22

Signifikante Zunahme der Teilnehmer in der laufenden Programmperiode:

- 2008: **993** Kontrakte, **2,377** Mio €
- 2012: **1634** Kontrakte, **3,729** Mio €
- 2013: Letzter Stand **889 teilnehmende Betriebe**

Übersicht

23

Prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel

Prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel - viticulture

Extensification de la fertilisation azotée des cultures arables

Extensification de la fertilisation et de l'utilisation des prairies

Réduction de l'emploi des produits phytopharmaceutiques

Prime de mise à l'herbe

Prévention de l'érosion et de lessivage de nitrates

Amélioration des techniques d'épandage

Maintien et entretien des vergers traditionnels

Entretien des haies sur et en bordure des champs

Bordures des cours d'eau

Bandes enherbées

Races menacées

Bordure des champs

Diversification des cultures champêtres

24

Landschaftspflegeprämie

Empfänger

25

- Landwirte
- Baumschulbetreiber
- Gärtner
- Winzer

Teilnahmestatistik 2007-2012

26

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Demandes ABCR	1.994	1.978	1.945	1.938	1.924	1.891
Exploitations sous contrat	1.706	1.547	1.596	1.602	1.608	1.604
	86%	78%	82%	83%	84%	85%
Surface sous contrat	116.296	114.750	116.399	116.864	117.984	117.990
	94%	93%	95%	95%	96%	96%

Verpflichtungen

27

Gemeinsame Bedingungen für alle Programme

- Auf dem gesamten Betrieb einzuhalten
 - ✓ Verpflichtung auf 5 Jahre
 - ✓ Einhaltung der Cross Compliance Plus
 - ✓ Fortbildung
 - ✓ Landschaftspflege (Hecken)
 - ✓ Düngeplan und Parzellenpass
- Auf der gesamten prämienfähigen Fläche
 - ✓ Bodenanalysen
 - ✓ Bewirtschaftung sämtlicher Flächen
 - ✓ Reglementierung der Ausbringung von Klärschlamm

Verschiedene spezifische Bedingungen für die einzelnen Programme

Verpflichtungen

28

Anpassung der Bedingungen

- Mindestprozentsatz an EFA (und Biotopflächen) auf Dauergrünlandflächen
- Umbruchverbot von Dauergrünland in den Natura 2000 Zonen
- Herbizidverbot nach der Hauptkultur ohne neue Kultur oder Zwischenfrucht
- Umbruchverbot auf Ackerland vor dem 15. Dezember vor der Sommerkultur
- Fortbildung ⇒ obligatorische praktische und theoretische Kurse
- U.a.

Verpflichtungen

29

Option +

- Höhere Auszahlung der Dauergrünlandflächen ab einem Mindestprozentsatz an EFA und Biotopflächen auf Dauergrünlandflächen
- Vorgesehen sind 2 Stufen

Landschaftspflegeprämie- Weinbau

30

Basisprämie (entspricht der LPP 07-13):

- Obligatorisch auf sämtlichen Parzellen des Betriebes
- Sämtliche Weinberge sind förderungsfähig
- Allgemeine Auflagen

Optionen:

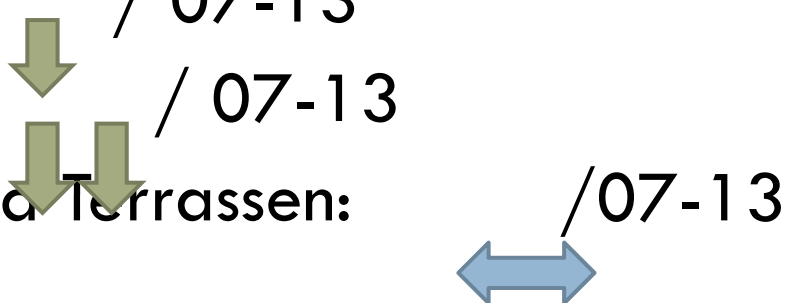
- Fakultativ pro Parzelle
- Kriterien zur Festlegung der Förderungsfähigkeit der Parzelle
- Gezielte Auflagen

Höhe der Prämie unabhängig vom Statut des Betriebes (Hauptberuf/Nebenberuf).

Landschaftspflegeprämie - Weinbau

31

Basisprämie ist gestaffelt je nach Hangneigung:

- 0%-15%: förderungsfähig
 - 15-30%: / 07-13
 - 30-45%: / 07-13
 - > 45% und Terrassen: / 07-13
- 

-> Deutlich **niedrigere** Basisprämien im Vergleich zur LPP 07-13

Landschaftspflegeprämie - Weinbau

32

Optionen:

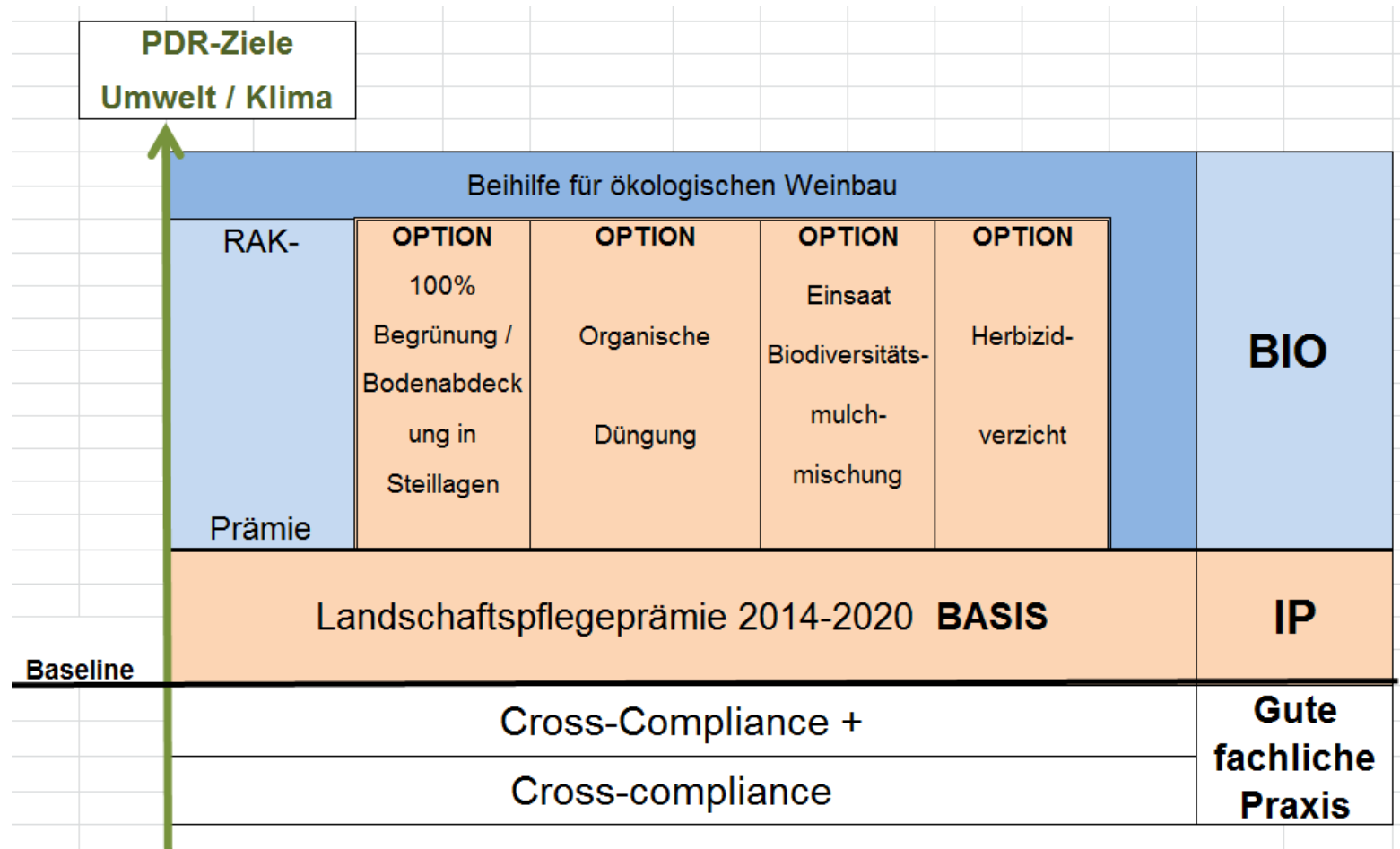
1. 100 % Begrünung / Bodenabdeckung in Steillagen
2. Organische Düngung
3. Einsatz Biodiversitätsmulchmischung
4. Herbizidverzicht

Deckung der Prämie je nach Hangneigungsklasse.

→ Deutlich **höhere** Prämien im Vergleich zur LPP 07-13 durch Optionen möglich.

Landschaftspflegeprämie - Weinbau

33



34

Weideprämie

Weideprämie

35

- Ziel: Umkehr eines allgemeinen Trends zur ganzjährigen Stallhaltung von laktierenden Kühen
- Prinzip: obligatorische Beweidung durch Schnittverbot,
- Schnittverbot: 15 Juli, resp. 30 August
- Prämie:
 - a. 250 €/ha bei Schnittverbot zum 15.07
 - b. 300 €/ha bei Schnittverbot zum 30.08
 - c. Top-up 50 €/ha in Natura-2000 Gebieten und bei Verzicht auf Mulchen bis zum Schnittverbotzeitpunkt

36

Reduzierte N-Düngung im Acker

Reduzierte N-Düngung im Acker

37

- Obligatorische Beratung (neu)
- Anpassung des N-min Wertes in Relation zum Bodentyp (30-40 Nmin) (neu)
- Probenahme Ende der Vegetationsperiode durch Beratungsangebot (neu)
- Prämie:
 - ▣ 200€/ha bei Getreide und Ölsaaten
 - ▣ 225 €/ha bei Hackfrüchten, 100 €/ha bei Feldfutter

38

Verringerung des PSM-Einsatzes

Verringerung des PSM-Einsatzes

39

- Keine Veränderung der Bedingungen
- Prämien:
 - 125 €/ha bei Getreide- und Ölsaaten, Leguminosen, Flachs, sowie
 - 175 €/ha bei Hackfrüchten (Herbizidverzicht)
 - 50 €/ha resp. 125 €/ha für Raps bei Insektid und Fungizidverzicht

40

Fruchtfolgeprogramm

Fruchtfolgeprogramm

41

- Minimum 5 Fruchtfolgeglieder/Jahr
- Rotation auf der Fläche (maxi 2x Anbau)
- Begrenzung des Maisanbaus (max 30%)
- Prämie: 100 €/ha 0-50 ha, 75 €/ha 51-100 ha

42

Mulchsaat und Bodenbedeckung

Mulchsaat und Bodenbedeckung

43

- Nutzung der Zwischenfrüchte (neu)
- Umbruchtermin ab 1. Januar
- Zusatzprämie für Gemenge mit Drillsaat und Umbruchverbot bis zum 1.2
- Prämie: 100, resp 140€/ha

44

Extensivierung von DG

Extensivierung von DG

45

- Erhöhtes Targetting → Fokussierung auf prioritäre Gebiete in punkto WS und NS
- Unterteilung in verschiedene Stufen in punkto Düngung und Schnittzeitpunkt
- Prämien: ab 150 -325 €/ha

46

Umweltfreundliche Ausbringungstechniken

Umweltfreundliche Ausbringungstechniken

47

- Emissionsverringende Ausbringung von Gülle und Jauche: unverändert
 - Prämie: 1,2€/t
- Einführung einer Kompostierungsprämie (neu): Bedeutung in WSG mit dem Ziel Mist auf Dauergrünland zu verteilen
 - Prämie: 0,40€/t

48

Streuobstwiesen

Streuobstwiesen

49

- Nur für zusammenhängende Areale mit Mindestdichte von 50 Bäume/ha, resp im Biotopkadaster erfasste Streuobstwiesen.
- Nur 0-Düngungsvariante (neu)
- Prämie: 450€/ha

50

Ackerrandstreifen

Ackerrandstreifen

51

- Flexibilisierung durch Rotation (neu)
- Alternative Einsaat mit Blühmischungen (differenzierte Prämie)
- Pflicht von regionalen Mischungen nach Absprache mit Syndikaten und Naturmuseum
- Prämie: 450 resp. 1 250€/ha

52

Grünstreifen

Grünstreifen

53

- Unterteilung in Wasserschutzstreifen sowie Ökologie-und Erosionsstreifen
- Letztere sind an die obligatorische Beratung gebunden (neu)
- Prämie: 750 €/ha bei DG, resp 900 €/ha bei Acker, bei Beweidung Zusatzvariante möglich

Bedrohte Rassen

55

- Ardennerpferd
- Doppelnutzerrind (Pie rouge) (Neu)
- Ardennerschaf (Neu)
- Förderung von Samenbanken sowie Selektionspraktiken (Neu)
- Prämien: 200, 150 resp 30 €/Tier
- 50-100%Beihilfe bei Selektionspraktiken

56

Biolandwirtschaft

Biolandwirtschaft

57

- ❑ Kohabitation weiterhin nur im Weinbau möglich (allgemeine Kohabitation als Einstiegsmöglichkeit abgewiesen von Biolobby)
- ❑ Unterteilung in Futter-und Ackerflächen mit verschiedenen Fördersätzen mit Top-up für Kartoffel

Biolandwirtschaft

58

- ❑ Minimaler Viehbestand für Futterflächen
- ❑ Substantielle Erhöhung der Fördersätze
- ❑ 180 € (+30 bei Umstellung während 3 Jahren) bei Futterflächen
- ❑ 250 € (+50) bei Ackerflächen, Top-up 100€ für Kartoffeln
- ❑ 600 € (+250) bei Freilandobst + -gemüsebau und Weinbau
- ❑ 800 € (+400) bei Obst und Gartenbau unter Glas

Natura 2000 und Wasserrahmenrichtlinie

60

- Entschädigungen für Flächen in gesetzlich ausgewiesene Wasserschutzgebieten
 - Auf Kulturen
 - Und Grünland

61

Ausgleichszulage

Ausgleichszulage

62

- Neuausweisung der benachteiligten Gebiete
 - ▣ Ab 2018
 - ▣ Nach bio-physikalischen Eigenschaften
 - ▣ Auf Gemeinde-Eben
 - ▣ Ausschluss verschiedener Gemeinde-Territorien
 - ▣ Einbringung möglich durch Ausweisung spezifisch benachteiligter Gebiete

Ausgleichszulage

63

- Für jeden aktiven Landwirt
- Einheitliche Prämie für Neben- und Hauptberuf
 - ▣ 2-Stufenprämie
 - ▣ Hoher Fördersatz < 60ha < niedriger Fördersatz
 - ▣ Plafond modulabel nach AK
- Einhaltung der anderwertigen Verpflichtungen
- Ausarbeitung der lw. Tätigkeit auf min. 5 Jahre

Ausgleichszulage

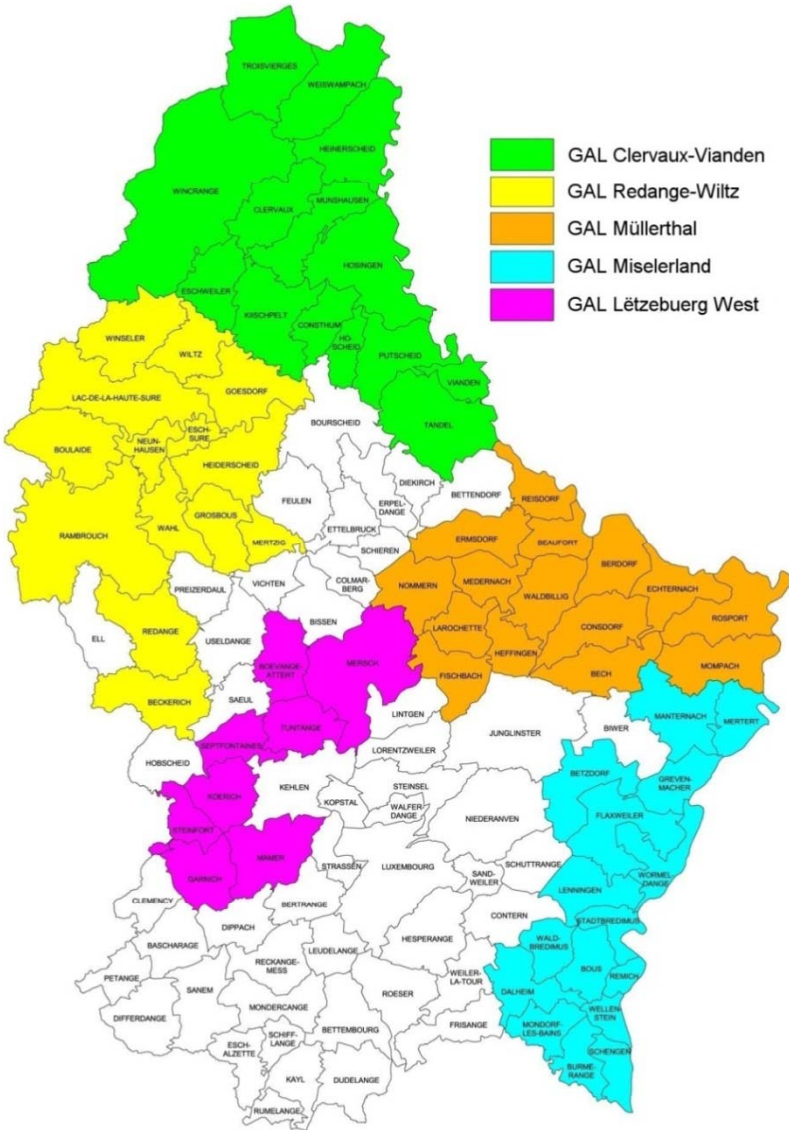
64

- Ab 2016 nur noch nationale Flächen bezuschussungsfähig

65

LEADER

Régions LEADER 2007-2013



5 Groupes d'Action Locale (GAL) 2007-2013

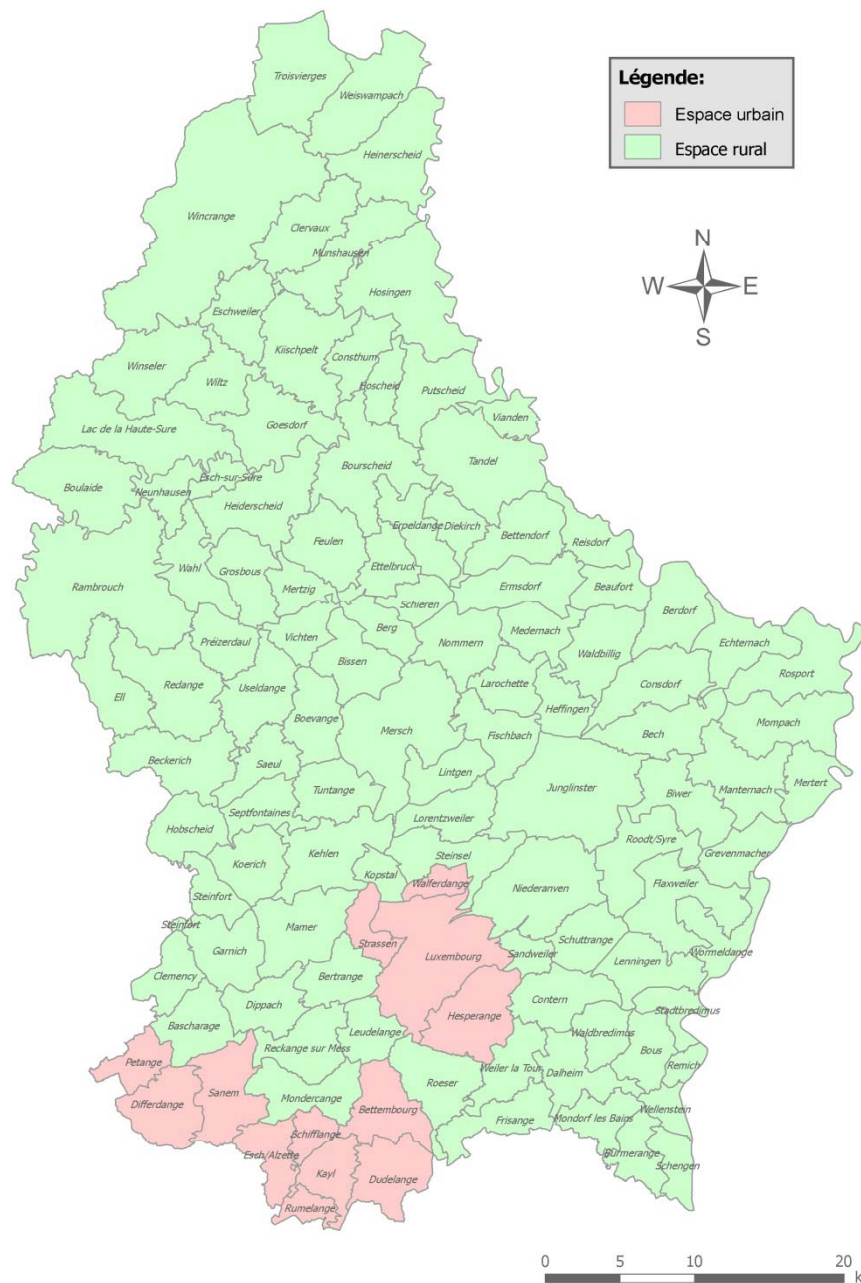
→ **87 organisations**

→ 58 communes

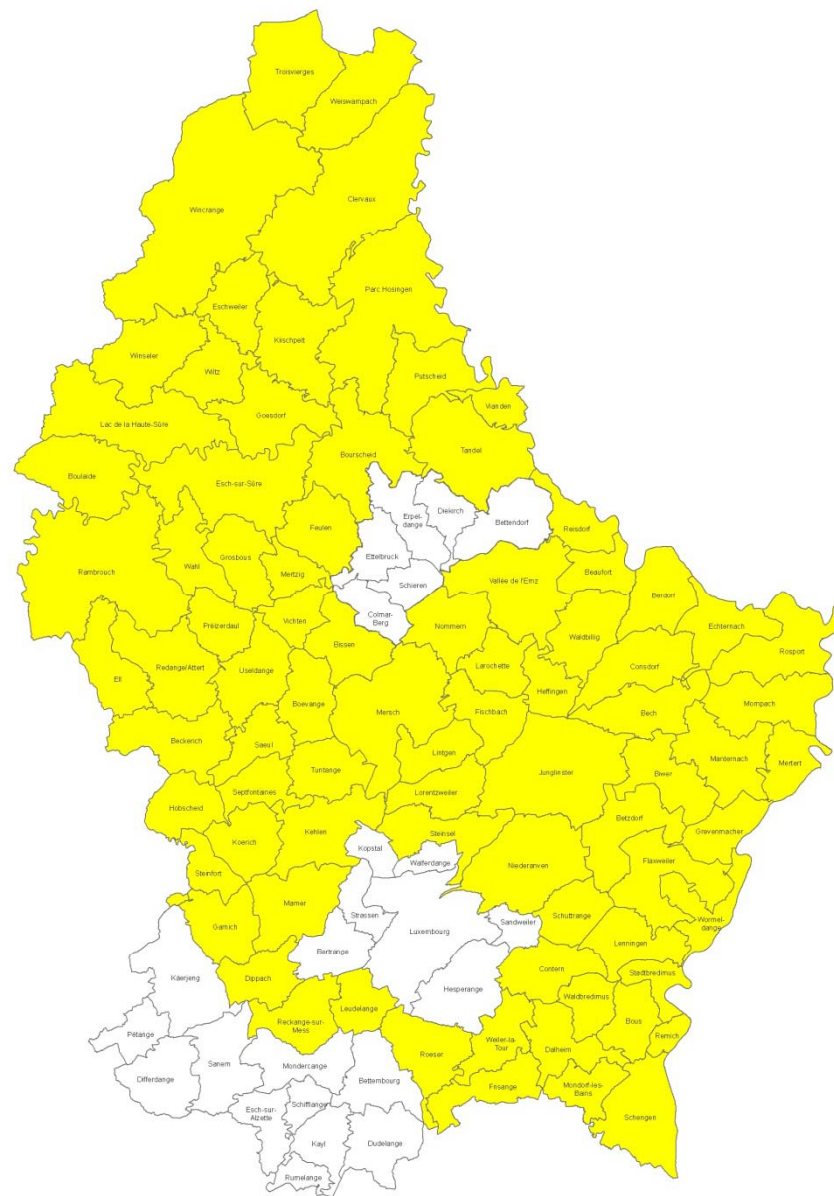
→ 125.965 habitants

→ 1.629,16 km²

L'espace rural au Grand-Duché de Luxembourg comprend 103 communes rurales



Zone LEADER 2014-2020



Auteur: P. Groen (Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'aménagement du territoire), oct. 2013

Leader - Généralités

68

- ❖ **Stratégies de développement local (= programme régional) des GAL** doivent prioritairement contribuer à la priorité 6, mais pourront également, à titre subsidiaire, être réalisé au titre de plusieurs priorités de l'UE pour le développement rural

→ grande flexibilité pour les régions LEADER quant au choix des sujets

Obligation:

au moins deux opérations doivent contribuer à la réalisation des objectifs transversaux dont un lié à l'atténuation des **changements climatiques** et à l'adaptation à ces changements ainsi qu'un lié à l'**environnement**

- ❖ **5% au moins de la participation totale du FEADER sont réservés à LEADER**

Mesures Leader

69

ACTIONS

1. Aide préparatoire
2. Opérations dans le cadre des stratégies de développement local
3. Opérations de coopération
4. Frais de fonctionnement et d'animation

1. Aide préparatoire

70

= renforcement des capacités, formation et mise en réseau en vue de la préparation et mise en œuvre d'une stratégie locale de développement

→ seulement les dépenses liées à l'élaboration de la stratégie locale de développement sont éligibles

→ 4.000€ par GAL (budget national)

2. Opérations dans le cadre des stratégies de développement local

71

= mise en oeuvre d'opérations à caractère local voire régional dans le cadre d'une stratégie locale de développement intégrée et multisectorielle fondée sur le potentiel et les besoins locaux et élaborée par un GAL

3. Opérations de coopération

72

= mise en oeuvre d'opérations de coopération dans le cadre d'une stratégie locale de développement élaborée par un GAL

Il faut distinguer entre:

- Opérations de préparation d'une coopération
- Opérations de coopération interterritoriale (coopération entre GAL du Grand-Duché de Luxembourg)
- Opérations de coopération transnationale (coopération entre GAL issus de plusieurs Etats membres de l'Union européenne)

4. Frais de fonctionnement et d'animation

73

= prise en charge des frais de fonctionnement et d'animation dans le cadre d'une stratégie locale de développement élaborée par un GAL

→ comprennent surtout les frais liés à l'engagement d'un gestionnaire et d'un assistant technique

→ max. 25% des dépenses publiques

Budget 2014-2020

74

Aides cofinancées CE	Invest a	Taux d'aide b	Dépense publique c = a*b	Taux de cofinancement d	Réserve de performance 6%	Dépense FEADER e = c*d
Installation de jeunes agriculteurs			8 400 000	0,250	126 000	2 100 000
Modernisation exploitations agricoles jeunes	18 500 000	0,500	9 250 000	0,250	138 750	2 312 500
Modernisation exploitations agricoles	250 000 000	0,400	100 000 000	0,250	1 500 000	25 000 000
Total investissement			117 650			29 412 500
Indemnité compensatoire			112 000 000	0,250	1 680 000	28 000 000
Agri-env.			28 000 000	0,250	420 000	7 000 000
pepi IVV			5 000 000	0,250	75 000	1 250 000
pepi agri			77 000 000	0,250	1 155 000	19 250 000
Agriculture biologique			7 000 000	0,250	105 000	1 750 000
Natura 2000, directive cadre de l'eau...			7 000 000	0,250	105 000	1 750 000
Total environnement : Objectif 30%	0		236 000 000			59 000 000
Stratégie de développement local	6 221 000	0,950	5 909 950	0,60	212 758	3 545 970
Préparation coopération	100 000	1,000	100 000	0,60	3 600	60 000
Coopération interterritoriale	800 000	0,980	784 000	0,60	28 224	470 400
Coopération transnationale	1 600 000	0,980	1 568 000	0,60	56 448	940 800
Fonctionnement et Animation du GAL	2 779 000	1,000	2 779 000	0,60	100 044	1 667 400
Total Leader : Objectif 5%	11 500 000		11 140 950			6 684 570
Assistance technique 4%		4%		1,00		4 022 984
Réserve de performance					5 705 824	
Total	280 000 000		364 790 950			99 120 054

Budget 2014-2020

75

Aides nationales		Invest a	Taux d'aide b	Dépenses publiques c = a*b
Formation	Art. 15			700 000
Service de conseil	Art. 16			17 000 000
Modernisation exploitations agricoles Invest <150.000 €	Art, 18 a	37 500 000	0,40	15 000 000
Modernisation exploitations agricole machines	Art, 18 a	60 000 000	0,20	12 000 000
Accroissement de la VA produits agricoles	Art. 18 b	53 000 000	0,30	15 900 000
Pepi pépinière	Art. 29			56 000
Pepi arboriculture	Art. 29			225 000
Pepi maraîchage	Art. 29			160 000
Biodiversité	Art. 29			13 000 000
Droits d'enregistrement				2 400 000
Frais d'entraide				3 300 000
DR Transfert de connaissances et actions d'information	art 14			1 300 000
Investissements dans des activités non agricoles	Art. 20 1. b)	3 500 000	0,40	1 400 000
PDC	Art. 21 1. a)	4 000 000	0,50	2 000 000
Services de base pour l'économie et population rurale	Art. 21 1. d)	14 000 000	0,40	5 600 000
Développement tourisme rural	Art. 21 1. e) & f)	2 500 000	0,40	1 000 000
Investissements et mise en valeur du patrimoine rural	Art. 21 1. g)	14 000 000	0,40	5 600 000
Gestion des risques	art 36		50-60%	8 000 000
Développement et amélioration des infrastructure	art 18	55 300 000	30-50%	22 225 000
Investissement non productif en zones protégés	art 18	1 400 000	0,70	980 000
LEADER: animation	art 42-45	3 500 000	0,70	2 450 000
	Total Général	236 700 000		130 296 000